

La densité moyenne est déterminée sur la base de la densité moyenne du bétail telle qu'elle figure dans la déclaration de l'année 2022, conformément à l'article 23, § 1, 1^o, a) du décret du 22 décembre 2006 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Il se pourrait que le même élevage doive payer la somme des forfaits pour plusieurs espèces animales, excepté s'il s'agit des différents espèces animales dans la classe inférieure, dans ce cas un unique abonnement suffit.

Art. 2. En cas de reprise d'un élevage, le nouveau propriétaire doit payer les frais d'abonnement sur la base de la déclaration à la 'Mestbank' de cette entreprise faite par son ancien propriétaire.

Art. 3. Les producteurs de déchets animaux qui ne figurent pas à l'article 5, § 1, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 juin 2013 concernant les sous-produits animaux et les produits dérivés, et qui ne font pas l'objet de tarifs d'abonnement, doivent conclure eux-mêmes un contrat financier avec un transformateur agréé.

Art. 4. Ne pas payer la facture de l'abonnement dans les 8 semaines après facturation par le collecteur agréé, est considéré comme renoncer à l'abonnement envers le présentateur de l'abonnement.

Dans ce cas, la collecte et la transformation seront effectuées automatiquement par le collecteur agréé à un prix par prestation. Le tarif maximal prescrit dans l'agrément du collecteur peut alors être appliqué.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1 janvier 2024, et est valable jusqu'au 31 décembre 2024.

Bruxelles, 26 février 2024.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme

Z. DEMIR

Le Ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, du Travail, de l'Économie sociale et de l'Agriculture

J. BROUNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/002163]

12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les articles 4, 5, § 3, 11 et 20, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 décembre 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, l'intitulé du chapitre 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 1^{er}. Dispositions communes ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de chaque éco-régime sont listées à l'annexe 3. ».

Art. 3. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, le 2^o est complété par les mots « ou des repousses de céréales ou d'oléagineux couvrantes ».

Art. 4. Dans l'article 4, 3^o, du même arrêté, la phrase « en 2023 et 2024, la destruction du couvert des intercultures par l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite jusqu'au 15 février inclus. » est abrogée.

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. A l'article 7, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 3°, b), le mot « 449 » est remplacé par mot « 440 » ;

2) le paragraphe est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° en ce qui concerne les cultures visées à l'article 8, § 2, 4°, à l'égard desquelles l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, s'applique :

a) 254 euros par hectare minimum ;

b) 449 euros par hectare maximum. ».

Art. 7. À l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « 15 juin » sont remplacés par les mots « 1^{er} juin » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, si l'agriculteur procède à la récolte de la culture à partir du 16 juin, le montant de l'aide prévu à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est augmenté à 440 euros par hectare. » ;

3° dans paragraphe 2, les mots « , ou avec des graminées » sont remplacés par les mots « , des graminée, de la chicorée (*Cichorium spp.*) ou du plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*) » ;

4° le paragraphe 2 est complété par le 9° rédigé comme suit :

« 9° la moutarde blanche (*Sinapis alba*), la moutarde noire (*Brassica nigra*) et la moutarde brune (*Brassica juncea*). » ;

5° le paragraphe 3 est remplacée par ce qui suit :

« § 3. Pour l'application du paragraphe 2, 3°, le mélange de légumineuses fourragères admissibles avec d'autres espèces est composé de plus de 50 % de légumineuses fourragères admissibles et de moins de 50 % d'autres espèces.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la proportion de chaque espèce dans la composition du mélange est déterminée sur la base des poids de semences habituellement utilisés pour leur semis en culture pure, visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité. » ;

6° dans le paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1°, a), les mots « l'engrain (*Triticum monoccocum*), » sont insérés entre les mots « l'avoine (*Avena sativa*), » et les mots « l'épeautre (*Triticum spelta*) » ;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 1°, b), les mots « le pois fourrager (*Pisum sativum*), » sont insérés entre les mots « la lentille (*Lens culinaris*), » et les mots « le pois protéagineux (*Pisum sativum*) » ;

c) les alinéas 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, le mélange est composé d'au moins 50 % de céréales et d'au moins 20 % de légumineuses.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, le mélange est composé d'au moins 20 % de lentilles ou de caméline.

Pour l'application des alinéas 1 à 3, la proportion de chaque espèce dans la composition du mélange est déterminée sur la base de la densité usuelle de leur de semis en culture pure.

Par dérogation à l'alinéa 4, la proportion de la caméline, de l'épeautre à grains vêtus et de l'engrain dans la composition du mélange est déterminée sur la base des poids de semences habituellement utilisés pour leur semis en culture pure.

Les poids de semences habituellement utilisés ainsi que les densités usuelles pour le semis de végétaux en culture pure sont ceux visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « 450 euros » sont remplacés par les mots « 350 euros » ;

2° dans le paragraphe 4, 1°, les mots « 350 euros » sont remplacés par les mots « 200 euros ».

Art. 10. À l'article 11, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° les parcelles de céréales laissées sur pied. »

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'article 10, § 3, les arbres isolés, les arbres proches, les arbustes et buissons isolés ainsi que les mares sont pris en compte à l'unité. Les haies et arbres alignés sont pris en compte par tranches de dix mètres. Les jachères, les jachères mellifères, les bosquets, les bordures de champs, les prairies désignées comme « prairies de liaison » (UG5) et les parcelles de céréales laissées sur pied sont pris en compte en fonction de leur superficie. ».

2° les paragraphes 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 10, § 3, les éléments listés au paragraphe 1^{er} répondent aux caractéristiques prévues par le présent article.

§ 3. Les jachères mellifères répondent aux caractéristiques déterminées en application de l'article 68, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 4. Les particularités topographiques ainsi que les arbustes et buissons isolés sont situés sur les surfaces agricoles de l'exploitation ou sur la mitoyenneté. »

3° l'article est complété par les paragraphes 5 à 9 rédigés comme suit :

« § 5. En cultures permanentes, les haies et arbres alignés, les arbres isolés, les arbres proches ainsi que les arbustes et buissons isolés sont uniquement pris en compte s'ils sont localisés sur des surfaces consacrées à l'arboriculture fruitière de haute tige, à condition que la densité de plantation soit comprise entre cinquante et deux-cent-cinquante arbres par hectare.

En ce qui concerne les surfaces de cultures permanentes non visées à l'alinéa 1^{er}, les haies et arbres alignés, les arbres isolés, les arbres proches ainsi que les arbustes et buissons isolés sont uniquement pris en compte s'ils sont situés sur la bordure de la parcelle.

§ 6. Les haies et les arbres alignés ainsi que les bosquets peuvent être pris en compte pour l'application de l'article 10, § 3, dès la première année de leur implantation.

Les arbres isolés et les arbres proches peuvent être pris en compte pour l'application de l'article 10, § 3, dès la première année de leur implantation s'ils sont localisés sur des surfaces consacrées à l'arboriculture fruitière de haute tige, à condition que la densité de plantation soit comprise entre cinquante et deux-cent-cinquante arbres par hectare.

§ 7. Les mares sont prises en compte aux conditions prévues à l'article 68, § 7, alinéas 1^{er} et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Une bande végétalisée bordant la mare peut être prise en compte pour le calcul de la superficie de la mare. Sans préjudice des exigences prévues à l'article 12, alinéa 1^{er}, 4^o, a) à d), la bande végétalisée répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° la bande peut être arborée ;

2° la coupe et le pâturage de la végétation de la bande sont interdits ;

3° le labour de la bande est interdit ;

4° la bande est prise en compte dans la limite prévue à l'article 68, § 7, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2^o, un accès à la mare pour l'abreuvement du bétail peut être aménagé, à condition que la partie accessible à cet effet ne dépasse pas 25 % du périmètre de la mare.

§ 8. Les bordures de champs sont prises en compte aux conditions prévues à l'article 68, § 8, alinéas 1^{er}, 1^o et 2^o, et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 9. Les parcelles de céréales laissées sur pied répondent aux caractéristiques déterminées en application de l'article 68, § 9, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 11. Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 4^o, est remplacé par ce qui suit :

« 4^o en ce qui concerne les mares :

a) le labour est interdit à une distance de moins de six mètres de la mare ;

b) la coupe de la végétation ainsi que la mise en culture sont interdits à une distance de moins d'un mètre de la mare ;

c) le pâturage est interdit à une distance de moins de deux mètres de la mare ;

d) l'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques à moins de douze mètres de la mare est interdite ;

e) tout dépôt de matériaux ou de déchets dans la mare est interdite ;

f) en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur procède au curage de la mare. » ;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par les 7^o et 8^o rédigés comme suit :

« 7^o l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, de fertilisants ou d'amendements est interdite sur les bordures de champs, les jachères et les jachères mellifères ;

8^o en ce qui concerne les parcelles de céréales laissées sur pied :

a) l'agriculteur ne récolte pas la culture présente et laisse la culture sur pied jusqu'au dernier jour du mois de février sur l'entièreté de la superficie de la parcelle ;

b) sans préjudice du c), l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite du 1^{er} juillet au dernier jour inclus du mois de février de l'année suivante ;

c) l'utilisation d'insecticides et de régulateurs de croissance est interdite à compter de la date du semis ;

d) l'agriculteur procède à l'installation de plots à alouettes sur au moins 5 % de la superficie de la parcelle ou à l'installation de deux perchoirs. ».

3° dans l'alinéa 2^o, les mots « b) » sont remplacés par les mots « c) » ;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, le broyage et la coupe de la végétation herbacée ainsi que le pâturage sont autorisés à partir du 1^{er} avril sur les prairies visées à l'article 11, § 1^{er}, 6^o, et du 1^{er} août au 15 novembre inclus sur les jachères, les jachères mellifères et les bordures de champ. ».

Art. 12. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 14, du même arrêté, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Par dérogation aux paragraphes 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, f), et 2, pour les exploitations comptabilisant uniquement des ovins ou des caprins dans leur charge en bétail moyenne, la charge en bétail minimale pour l'application du présent article est de 0,4 UGB par hectare de surface fourragère

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'égard de l'agriculteur preneur engagé dans un contrat de pâturage au sens de l'article R. 211 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau au cours de l'année civile de la demande d'aide.

Pour l'application du présent paragraphe, l'on entend par « agriculteur preneur », l'agriculteur dont une ou plusieurs parcelles de surfaces fourragères sont pâturées par les animaux d'un autre agriculteur.».

Art. 14. Dans le même arrêté, à l'article 17, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « ayant servi à calculer la charge en bétail » sont remplacés par les mots « de l'exploitation » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 4°, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « sans préjudice de l'article 28, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, » sont insérés avant les mots « en ce qui concerne » ;

b) la numérotation « § 3, » est insérée entre les mots « l'article 28, » et les mots « alinéa 2, » ;

3° l'alinéa 3 est abrogé ;

4° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autre que ceux produits par les animaux de l'exploitation est autorisée sur les prairies admissibles si le taux de liaison au sol de l'exploitation, calculé l'année précédant celle de la demande d'aide, est inférieur ou égal à 0,8.

Le taux de liaison au sol pris en compte pour l'application de l'alinéa 1^{er} est celui du taux de liaison au sol global et du taux de liaison au sol en zone vulnérable visés aux articles R.210, § 4, et R.214, § 2, respectivement, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau, présentant la valeur la plus élevée. ».

Art. 15. L'article 18 du même arrêté est abrogé.

Art. 16. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Sur chaque parcelle de terres arables ou de cultures permanentes faisant l'objet de l'engagement, l'agriculteur fait le choix entre :

1° ne pas pulvériser les produits listés à l'annexe 2 pendant la période de maintien de la culture principale ;

2° avoir recours à des techniques de désherbage mécanique au minimum à deux reprises au cours de la période de maintien de la culture principale.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, et sans préjudice du respect de l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er}, 1°, si les conditions climatiques ne permettent pas le désherbage mécanique de la culture dans des conditions agronomiques adéquates l'engagement est interrompu, sans versement de l'aide. ».

Art. 17. L'article 21 du même arrêté est abrogé.

Art. 18. Dans le même arrêté, l'annexe n° 1 est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 19. Dans le même arrêté, l'annexe n° 2 est remplacée par ce qui suit :

« Annexe n° 2. Produits prohibés dans le cadre de l'éco-régime « réduction d'intrants ».

1° Aclonifen ;

2° Benzovindiflupyr ;

3° Bifénox ;

4° Bromuconazole ;

5° Chlorotoluron ;

6° Cyperméthrine (avec exception pour la culture de colza en 2024)

7° Cyprodinil ;

8° Difénoconazole ;

9° Diflufenican ;

10° Dimoxystrobine ;

11° Emamectine ;

12° Esfenvalérate ;

13° Etoxazole ;

14° Flufénacet ;

15° Fluopicolide ;

16° Gamma-cyhalothrine ;

17° Hydroxyde de cuivre ;

18° Imazamox ;

19° Lambda-cyhalothrine ;

20° Lénacile ;

21° MCPA ;

22° Metam (potassium et sodium) ;

23° Métazachlore (avec exception pour la culture de colza en 2024)

24° Metconazole ;

25° Méthoxyfénazide ;

26° Métribuzine ;

27° Metsulfuron-méthyle ;

- 28° Nicosulfuron ;
 29° Oxamyl ;
 30° Oxychlorure de cuivre ;
 31° Paclbutrazol ;
 32° Pendiméthaline ;
 33° Pirimicarbe ;
 34° Propyzamide ;
 35° Prosulfuron ;
 36° S-Métolachlore ;
 37° Sulcotrione ;
 38° Tébuconazole ;
 39° Tébufenpyrad ;
 40° Tembotrione ;
 41° Terbutylazine ;
 42° Triallate. »

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe n° 3 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Namur, le 12 janvier 2024.

W. BORSUS

Annexe n° 1 à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2024 modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

« Annexe n° 1 à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

« Coefficients de conversion et de bonification pour la détermination de la surface environnementale »

Eléments	Coefficients de conversion	Coefficient de pondération	Surface	Coefficients de bonification
Jachères (par mètre carré)	s.o.	1	1 m ²	s.o.
Jachères mellifères (par mètre carré)	s.o.	2	2 m ²	1,5
Particularités topographiques :				
Haies et arbres alignés (par mètre linéaire)	5	2	10 m ²	1,5
Arbres isolés (par arbre)	20	1,5	30 m ²	1,5
Arbres proches (par arbre)	20	1,5	30 m ²	1,5
Bosquets (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m ²	1,5
Mares (par mare)	400	15	6000 m ²	1,5
Arbustes et buissons isolés (par arbuste ou buisson)	5	2	10 m ²	1,5
Bordures de champs (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m ²	s.o.
Prairies permanentes désignées comme « prairies de liaison » (UG 5) (par mètre carré)	s.o.	0,4	0,4 m ²	s.o.
Parcelles de céréales laissées sur pied (par mètre carré)	s.o.	3	3 m ²	s.o.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes. ».

Namur, le 12 janvier 2024.

Le Ministre de l'Agriculture,
 W. BORSUS

Annexe n° 2 à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2024 modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

« Annexe n° 3 à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

« Exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes pour chaque éco-régime »

1° Eco-régime « couverture longue du sol » :

a) ERMG 2 : respect de la période de destruction des prairies permanentes en vue d'implanter un nouveau couvert végétal (du 1^{er} février au 31 mai inclus).

b) BCAE 6 :

i) du 15 septembre au 15 novembre inclus, présence d'une couverture du sol sur 80 % des terres arables de l'exploitation ;

ii) du 15 septembre au 31 décembre inclus, présence d'une couverture du sol sur les terres arables présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion.

2° Éco-régime « cultures favorables à l'environnement » :

a) ERMG 1 : pour les terres arables, présence d'un couvert végétal permanent composé de végétation ligneuse ou herbacée, sur une largeur de six mètres à partir de la crête de berge d'un cours d'eau.

b) BCAE 4 : absence d'épandage de pesticides à moins de six mètres des crêtes de berge d'un cours d'eau.

3° Éco-régime « maillage écologique » :

BCAE 8 :

a) respect de la part minimale des terres arables au niveau de l'exploitation agricole consacrée à des zones ou des éléments non productifs ;

b) respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques, de fertilisants ou d'amendements sur les jachères et les jachères mellifères prises en compte comme zones non productives ;

c) respect de la période de maintien des jachères prises en compte comme zones non productives, du 15 février au 15 septembre ;

d) respect de la période d'ensemencement de printemps de la jachère mellifère (du 1^{er} mars au 15 mai) et de la période de maintien (au moins six mois à compter du semis) ;

e) respect de la période d'ensemencement d'automne de la jachère mellifère (du 1^{er} août au 30 septembre) et de la période de maintien (au moins jusqu'au 15 septembre de l'année suivante) ;

f) absence de destruction d'arbres ou de haies indigènes sans permis d'urbanisme, y compris le recépage des haies à moins d'un mètre de hauteur sans protection contre le bétail ;

g) maintien des fossés, talus et mares ;

h) respect de l'interdiction d'abattage ou de modification de l'aspect des arbres, arbustes, et haies remarquables sans permis d'urbanisme ;

i) respect de l'interdiction de travaux portant atteinte au système racinaire des arbres, arbustes et haies remarquables ;

j) respect de l'interdiction de défricher ou modifier la végétation dans les zones dont le Gouvernement juge la protection nécessaire, sauf plan de gestion ou permis d'urbanisme ;

k) absence de taille des arbres et haies entre le 1^{er} avril et le 31 juillet inclus.

4° Éco-régime « maintien des prairies et réduction de la charge en bétail » :

a) BCAE 1 :

i) si diminution du ratio égale ou supérieure à 2,5 % mais inférieure à 5 % par rapport au ratio de référence, obtention d'une autorisation individuelle avant de convertir une prairie permanente en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations ;

ii) si diminution du ratio égale ou supérieure à 5 %, respect de l'interdiction de convertir une prairie permanente en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations, pour tous les agriculteurs et reconversion de terres arables ou de cultures permanentes en prairies, pour les agriculteurs désignés.

b) BCAE 2 : absence de labour et de travail non superficiel du sol sur les parcelles de surfaces agricoles présentant un sol tourbeux, un sol para-tourbeux ou un sol caractérisé par un drainage très pauvre, avec horizon réduit, et sur les prairies permanentes situées en zones d'aléa d'inondation élevé par débordement.

c) ERMG 2 :

i) tout transfert de fertilisant organique fait l'objet d'un contrat d'épandage ou d'un contrat de pâturage ;

ii) respect des périodes d'épandage ;

iii) taux de liaison au sol inférieur à 1 ;

iv) respect de la période de destruction des prairies permanentes en vue d'implanter un nouveau couvert végétal (du 1^{er} février au 31 mai inclus).

d) BCAE 9 : maintien des prairies permanentes désignées comme écologiquement sensibles.

5° Éco-régime « réduction d'intrants » :

a) BCAE 4 : absence d'épandage de pesticides à moins de six mètres des crêtes de berge d'un cours d'eau.

b) ERMG 7 :

i) absence de produits périmés ou plus autorisés en dehors de la zone réservée à leur stockage ;

ii) absence de produits n'ayant jamais été autorisés en Belgique.

c) ERMG 8 :

i) détention de la phytolice adéquate pour chaque personne manipulant les produits phytopharmaceutiques ;

ii) contrôle technique et étalonnage des pulvérisateurs prévus pour appliquer des pesticides à usage agricole sous forme liquide ;

iii) réalisation de la déclaration annuelle de gestion des effluents de produits phytopharmaceutiques ;

iv) présence d'un registre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques complet, en ce compris les dates, doses, produits utilisés, traitements et superficies traitées ;

- v) présence d'un contrat d'assurance ;
 - vi) respect de la distance et des horaires par rapport aux zones protégées accueillant un public sensible ;
 - vii) respect des conditions d'implantation du lieu de stockage ;
 - viii) conformité du lieu de stockage et du lieu éventuel de stockage temporaire (ventilé, sec, entretenu, propre, fermé à clef, muni des mentions légales obligatoires) ;
 - ix) présence d'un système de rétention conforme ;
 - x) absence de médicaments, de substances nutritives, de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux ou d'autres matières destinées à la consommation humaine ou animale, ou de produits présentant un danger d'incendie ou d'explosion ;
 - xi) accès au lieu de stockage limité aux seules personnes autorisées ;
 - xii) respect des mesures de prévention des incendies ;
 - xiii) présence de produits absorbants ;
 - xiv) conformité de l'aire où sont effectuées les manipulations des produits phytopharmaceutiques ;
 - xv) respect des conditions de remplissage des pulvérisateurs (absence de prélèvement d'eau directement dans une eau de surface ou souterraine avec le pulvérisateur, absence d'atteinte des eaux de surfaces, des eaux souterraines et égouts publics par des eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques) ;
 - xvi) respect des conditions de nettoyage interne et externe des pulvérisateurs et vidange des cuves de pulvérisateurs (absence de prélèvement d'eau directement dans une eau de surface ou souterraine avec le pulvérisateur, absence d'atteinte des eaux de surfaces, des eaux souterraines et égouts publics par des eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques) ;
 - xvii) gestion conforme des déchets d'emballage des produits phytopharmaceutiques ;
 - xviii) gestion conforme des effluents phytopharmaceutiques.
- Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes. ».
- Namur, le 12 janvier 2024

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/002163]

12. JANUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Der Minister für Landwirtschaft beschließt

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D. 241, D.242, Absätze 1 und 2, D.243, D.249, Absatz 1, und D.251;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen, Artikel 4, 5, § 3, 11 und 20, Absatz 2;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen;

Aufgrund der am 16. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am Mittwoch, 6. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 14. Dezember 2023 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Art. 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat

Folgendes:

Artikel 1 - Im ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen wird der Titel von Kapitel 1 durch Folgendes ersetzt:

„Kapitel 1. Gemeinsame Bestimmungen“

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 1/1. Gemäß Artikel 5, § 3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen die Anforderungen der Basislinie, die unter die relevanten Cross-Compliance-Regeln im Rahmen jeder Öko-Regelung fallen, in Anhang 3 aufgelistet.“

Art. 3 - In Artikel 2 § 1, Absatz 2 desselben Erlasses wird 2° durch folgende Worte ergänzt: „oder deckender Getreide- oder Ölpflanzenaufwuchs“.

Art. 4 - In Artikel 4, 3° desselben Erlasses wird der Satz „2023 und 2024 ist die Zerstörung der Zwischenkulturbedeckung durch den Einsatz von phytopharmazeutischen Produkten bis einschließlich 15. Februar untersagt.“ außer Kraft gesetzt.

Art. 5 - Artikel 6 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - In Art. 7 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in 3°, b) wird das Wort „449“ durch das Wort „440“ ersetzt;

2) der Paragraph wird um ein 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„bezüglich der in Artikel 8, § 2, 4° genannten Kulturen, für die Artikel 8, § 1, Absatz 2 gilt:

a) mindestens 254 Euro pro Hektar;

b) mindestens 449 Euro pro Hektar.“

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1, 3° werden die Worte „15. Juni“ durch die Worte „1. Juni“ ersetzt;

2° In Paragraph 1 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Für die Anwendung von Absatz 1, 3° wird, wenn der Landwirt die Kultur ab dem 16. Juni erntet, der in Artikel 7 § 1, Absatz 1 vorgesehene Beitrag der Beihilfe auf 440 Euro pro Hektar erhöht.“;

3° in Paragraph 2 werden die Worte „oder mit Gräsern“ durch die Worte „mit Gräsern, Zichorie (*Cichorium* spp.) oder Spitzwegerich (*Plantago lanceolata*)“ ersetzt;

4° Paragraph 2 wird durch einen Punkt 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„9° Weißer Senf (*Sinapis alba*), Schwarzer Senf (*Brassica nigra*) und Brauner Senf (*Brassica juncea*).“;

5° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Für die Anwendung von Paragraph 2, 3° besteht eine Mischung aus zulässigen Futterleguminosen mit anderen Arten zu mehr als 50 % aus zulässigen Futterleguminosen und zu weniger als 50 % aus anderen Arten.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird der Anteil jeder Art in der Zusammensetzung der Mischung auf Grundlage der üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Saatgutgewichte bestimmt, welche in Artikel 30 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Cross-Compliance angeführt sind.“;

6° in Paragraph 4 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1, 1°, a) werden die Worte „Einkorn (*Triticum monoccocum*)“ zwischen den Worten „Hafer (*Avena sativa*)“ und den Worten „Dinkel (*Triticum spelta*)“ eingefügt;

b) in Absatz 1, 1°, b) werden die Worte „Futtererbse (*Pisum sativum*)“ zwischen den Worten „Linse (*Lens culinaris*)“ und den Worten „Futtererbse (*Pisum sativum*)“ eingefügt;

c) die Absätze 2 und 4 werden durch Folgendes ersetzt:

„Für die Anwendung von Absatz 1, 1° besteht die Mischung aus mindestens 50 % Getreide und mindestens 20 % Leguminosen.

Für die Anwendung von Absatz 1, 2° und 3° besteht die Mischung aus mindestens 20 % Linsen oder Leindotter.

Für die Anwendung von Absatz 1 bis 3 wird der Anteil der einzelnen Arten an der Zusammensetzung der Mischung auf Grundlage der üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Saatgutdichte bestimmt.

Abweichend von Absatz 4 wird der Anteil von Leindotter, fruchthaltigem Dinkel und Einkorn an der Zusammensetzung der Mischung auf Grundlage der üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Saatgutgewichte bestimmt.

Die üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Saatgutgewichte und die üblichen Dichten sind jene, die in Artikel 30 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 angeführt sind.“

Art. 8 - Artikel 9 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Worte „450 Euro“ durch die Worte „350 Euro“ ersetzt;

2° in Paragraph 4, 1° werden die Worte „350 Euro“ durch die Worte „200 Euro“ ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) 7° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„7° Parzellen mit am Halm belassenem Getreide.“

b) der Paragraph wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für die Anwendung von Artikel 10, § 3 werden alleinstehende Bäume, alleinstehende Sträucher und Büsche sowie Tümpel zu einer Einheit gezählt. Die in der Reihe stehenden Hecken und Bäume werden in Reihen von zehn Metern gezählt. Brachflächen, Brachen, die für Honigpflanzen genutzt werden, Haine, Feldränder, als „Verbindungswiesen“ (BE5) ausgewiesenes Grünland und Parzellen mit am Halm belassenem Getreide werden entsprechend ihrer Fläche berücksichtigt.“

2° die Paragraphen 2 und 4 werden durch Folgendes ersetzt:

„§ 2. Um für die Anwendung von Artikel 10 § 3 berücksichtigt zu werden, müssen die in Paragraf 1 aufgelisteten Elemente die in diesem Artikel vorgesehenen Eigenschaften erfüllen.

§ 3. Brachen, die für Honigpflanzen genutzt werden, haben die Eigenschaften, die in Anwendung von Artikel 68, § 4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegt wurden.

§ 4. Topografische Besonderheiten sowie alleinstehende Sträucher und Büsche befinden sich auf den landwirtschaftlichen Flächen des Betriebs oder auf dem Gemeineigentum. “

3° der Artikel wird durch die Paragraphen 5 bis 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 5. Bei Dauerkulturen werden in der Reihe stehende Hecken und Bäume, alleinstehende Bäume, nahe stehende Bäume sowie alleinstehende Sträucher und Büsche nur berücksichtigt, wenn sie sich auf Flächen befinden, die für Hochstamm-Obstgärten genutzt werden, sofern die Dichte der Bepflanzung zwischen fünfzig und zweihundertfünfzig Bäumen je Hektar liegt.

Bezüglich Flächen mit Dauerkulturen, die in Absatz 1 nicht genannt sind, werden in der Reihe stehende Hecken und Bäume, alleinstehende Bäume, nahe stehende Bäume sowie alleinstehende Sträucher und Büsche ausschließlich dann berücksichtigt, wenn sie sich am Rand der Parzelle befinden.

§ 6. In der Reihe stehende Hecken und Bäume sowie Haine können für die Anwendung von Artikel 10, § 3 ab dem ersten Jahr ihrer Anpflanzung berücksichtigt werden.

Alleinstehende Bäume und nahe stehende Bäume können für die Anwendung von Artikel 10, § 3 ab dem ersten Jahr ihrer Anpflanzung berücksichtigt werden, wenn sie sich auf Flächen befinden, die für Hochstamm-Obstgärten genutzt werden, sofern die Dichte der Bepflanzung zwischen fünfzig und zweihundertfünfzig Bäumen je Hektar liegt.

§ 7. Tümpel können unter den Bedingungen, die in Artikel 68, § 7, Absätze 1 und 4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen sind, berücksichtigt werden.

Ein bepflanzter Streifen, der an den Tümpel grenzt, kann für die Berechnung der Fläche des Tümpels berücksichtigt werden. Unbeschadet der in Artikel 12, Absatz 1, 4°, a) bis d) vorgesehenen Bedingungen erfüllt der bepflanzte Streifen alle folgenden Bedingungen:

1° der Streifen kann mit Bäumen bepflanzt sein;

2° Schnitt und Beweidung der Vegetation des Streifens sind untersagt;

3° das Pflügen des Streifens ist untersagt;

4° der Streifen wird innerhalb der Einschränkungen berücksichtigt, die in Artikel 68, § 7, Absatz 1, 1° des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen sind;

Abweichend von Absatz 2, 2° kann ein Zugang zum Teich zum Tränken von Vieh eingerichtet werden, sofern der zu diesem Zweck zugängliche Teil nicht mehr als 25 % des Umfangs des Tümpels ausmacht.

§ 8. Feldränder werden unter den Bedingungen, die in Artikel 68, § 8, Absätze 1, 1° und 2° und 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen sind, berücksichtigt

§ 9. Parzellen mit am Halm belassenem Getreide haben die Eigenschaften, die in Anwendung von Artikel 68, § 9 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegt wurden. “

Art. 11 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1, 4° wird durch Folgendes ersetzt:

„4° für Tümpel gilt Folgendes:

a) das Pflügen ist in einer Entfernung von weniger als sechs Metern vom Tümpel untersagt;

b) der Schnitt der Vegetation sowie die Kultivierung sind in einer Entfernung von weniger als einem Meter vom Tümpel untersagt;

c) das Beweiden ist in einer Entfernung von weniger als zwei Metern vom Tümpel untersagt;

d) der Einsatz von Düngemitteln und von phytopharmazeutischen Produkten ist in einer Entfernung von weniger als zwölf Meter vom Tümpel untersagt;

e) jegliche Ablagerung von Materialien oder Abfällen im Tümpel ist untersagt;

f) im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt ein Ausschlämmen des Tümpels durch; “;

2° Absatz 1 wird durch 7° und 8° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„7° der Einsatz von phytopharmazeutischen Produkten, Düngemitteln oder Bodenverbesserungsmitteln ist auf Feldrändern, Brachen und Brachen, die für Honigpflanzen genutzt werden, untersagt;

8° für Parzellen mit am Halm belassenem Getreide gilt:

a) der Landwirt erntet die vorhandene Kultur nicht und belässt die Kultur bis zum letzten Tag des Monats Februar auf der gesamten Fläche der Parzelle;

b) unbeschadet c) ist der Einsatz von phytopharmazeutischen Produkten vom 1. Juli bis einschließlich zum letzten Tag des Monats Februar des folgenden Jahres untersagt;

c) der Einsatz von Insektiziden und Wachstumsregulierern ist ab dem Zeitpunkt der Aussaat untersagt;

d) der Landwirt richtet auf mindestens 5 % der Fläche der Parzelle Lerchen-Felder oder zwei Sitzstangen an. “

3° in Absatz 2° werden die Worte „b)“ durch die Worte „c)“ ersetzt;

4° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„Abweichend von Absatz 1, 5° ist das Zermahlen und Schneiden der krautigen Vegetation sowie die Beweidung ab dem 1. April auf dem in Artikel 11 § 1, 6° genannten Grünland und vom 1. August bis einschließlich 15. November auf Brachen, Brachen, die für Honigpflanzen genutzt werden, und auf Feldrändern erlaubt. “

Art. 12 - Artikel 13 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird ein Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 2/1. Abweichend von Paragraph 1, Absatz 1, 2°, f) und 2 gilt: der Mindest-Viehbesatz beträgt für die Anwendung dieses Artikels bei Betrieben, die in ihrem durchschnittlichen Viehbesatz ausschließlich Schafe oder Ziegen berücksichtigen, 0,4 GVE je Hektar Futterfläche.

Absatz 1 gilt nicht für übernehmende Landwirte, die im Laufe des Kalenderjahrs des Antrags auf Beihilfe einen Beweidungsvertrag im Sinne von Artikel R. 211 von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch enthält, abgeschlossen haben.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen versteht man unter einem „übernehmenden Landwirt“ einen Landwirt, dessen eine oder mehrere Parzellen mit Futteranbauflächen von den Tieren eines anderen Landwirts beweidet werden.“

Art. 14 - In demselben Erlass werden in Artikel 17, dessen gegenwärtiger Text Paragraph 1 bilden wird, folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 2° werden die Worte „zur Berechnung des Viehbesatzes“ durch die Worte „des Betriebs“ ersetzt;

2° in Absatz 1, 4° werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Worte „unbeschadet Artikel 28, § 5 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023“ werden vor den Worten „bezüglich“ eingefügt;

b) die Nummerierung „§ 3,“ wird zwischen den Worten „Artikel 28,“ und den Worten „Absatz 2,“ eingefügt;

3° Absatz 3 wird außer Kraft gesetzt;

4° der Artikel wird durch einen Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 2. Abweichend von Paragraph 1, Absatz 1, 2° ist die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln, welche nicht von den Tieren des Betriebs erzeugt wurden, auf zulässigem Grünland erlaubt, wenn der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, der in dem Jahr vor dem Jahr des Antrags auf Beihilfe berechnet wurde, höchstens 0,8 beträgt.

Der für die Anwendung von Absatz 1 berücksichtigte Anteil der Bodengebundenheit ist jener des globalen Anteils der Bodengebundenheit und des Anteils der Bodengebundenheit in einem gefährdeten Gebiet gemäß Artikel R.210, § 4 und R.214, § 2 von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch enthält, mit dem höchsten Wert. “

Art. 15 - Artikel 18 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Auf jeder Parzelle mit Ackerland oder Dauerkulturen, die Gegenstand der Verpflichtung ist, hat der Landwirt die Wahl zwischen Folgendem:

1° kein Sprühen der in Anhang 2 aufgelisteten Produkte während des Zeitraums der Erhaltung der Hauptkultur;

2° mindestens zweimalige Anwendung von Techniken der mechanischen Unkrautbekämpfung während des Zeitraums der Erhaltung der Hauptkultur;

In dem in Absatz 1, 2° genannten Fall sowie unbeschadet der Einhaltung der in Absatz 1, 1° vorgesehenen Anforderung wird die Verpflichtung ohne Auszahlung der Beihilfe unterbrochen, wenn die klimatischen Bedingungen eine mechanische Unkrautbekämpfung der Kultur unter angemessenen agronomischen Bedingungen nicht erlauben. “

Art. 17 - Artikel 21 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - In demselben Erlass wird Anhang Nr. 1 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Art. 19 - In demselben Erlass wird Anhang Nr. 2 durch Folgendes ersetzt:

„Anhang Nr. 2. Im Rahmen der Öko-Regelung „Verringerung von Zugaben“ verbotenen Produkte:

1° Aclonifen;

2° Benzovindiflupyr;

3° Bifenox;

4° Bromuconazol;

5° Chlortoluron;

6° Cypermethrin (ausgenommen für die Kultur von Raps 2024)

7° Cyprodinil;

8° Difenoconazol;

9° Diflufenican;

10° Dimoxystrobin;

11° Emamectin;

12° Esfenvalerat;

13° Etoxazol;

14° Flufenacet;

15° Fluopicolid ;

16° Gamma-Cyhalothrin;

17° Kupferhydroxid;

18° Imazamox;

19° Lambda-Cyhalothrin;

20° Lenacil;

21° MCPA;

- 22° Metam (Kalium und Natrium),
 23° Metazachlor (ausgenommen für die Kultur von Raps 2024)
 24° Metconazol;
 25° Methoxyfenozid;
 26° Metribuzin;
 27° Metsulfuron-methyl;
 28° Nicosulfuron;
 29° Oxamyl;
 30° Kupferoxychlorid;
 31° Paclbutrazol;
 32° Pendimethalin;
 33° Pirimicarb;
 34° Propyzamid;
 35° Prosulfuron;
 36° S-Metolachlor;
 37° Sulcotrion;
 38° Tebuconazol;
 39° Tebufenpyrad;
 40° Tembotrion;
 41° Terbuthylazin;
 42° Triallat. “

Art. 20 - In denselben Erlass wird ein Anhang Nr. 3, der in Anhang 2 dem vorliegenden Erlass beigelegt ist, eingefügt.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Namur, am 12. Januar 2024

W. BORSUS

Anhang Nr. 1 zum ministeriellen Erlass vom 12. Januar 2024 zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Anhang Nr. 1 zum ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen;

„Umrechnungs- und Bonusfaktoren für die Bestimmung der Umweltfläche“

Elemente	Umrechnungsfaktor	Gewichtungsfaktor	Fläche	Bonusfaktoren
Brachen (pro Quadratmeter)	n. zutr.	1	1 m ²	n. zutr.
Für Honigpflanzen genutzte Brachen (pro Quadratmeter)	n. zutr.	2	2 m ²	1,5
Landschaftsmerkmale:				
In der Reihe stehende Hecken und Bäume (pro Laufmeter)	5	2	10 m ²	1,5
Alleinstehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m ²	1,5
Nahe stehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m ²	1,5
Haine (pro Quadratmeter)	n. zutr.	1,5	1,5 m ²	1,5
Tümpel (pro Tümpel)	400	15	6000 m ²	1,5
Alleinstehende Sträucher und Bäume (pro Strauch oder Busch)	5	2	10 m ²	1,5
Feldränder (pro Quadratmeter)	n. zutr.	1,5	1,5 m ²	n. zutr.

Elemente	Umrechnungsfaktor	Gewichtungsfaktor	Fläche	Bonusfaktoren
Dauergrünland, das als „Verbindungswiesen“ eingestuft ist (BE 5) (pro Quadratmeter)	n. zutr.	0,4	0,4 m ²	n. zutr.
Parzellen mit Getreide am Halm (pro Quadratmeter)	n. zutr.	3	3 m ²	n. zutr.

Gesehen, um dem ministeriellen Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen beigefügt zu werden. “

Namur, am 12. Januar 2024

Der Minister für Landwirtschaft
W. BORSUS

Anhang Nr. 2 zum ministeriellen Erlass vom 12. Januar 2024 zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Anhang Nr. 3 zum ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen;

„Anforderungen der Basislinie, die unter die relevanten Cross-Compliance-Regeln für jede Öko-Regelung fallen“

1° Öko-Regelung „Lange Bodenbedeckung“:

a) GAB 2: Einhaltung des Zeitraums für die Zerstörung von Dauergrünland für die Anlegung einer neuen Pflanzendecke (vom 1. Februar bis einschließlich 31. Mai).

b) GLWUBB 6:

i) vom 15. September bis einschließlich 15. November, Vorhandensein einer Bodenbedeckung von 80 % auf dem Ackerland des Betriebs;

ii) vom 15. September bis einschließlich 31. Dezember, Vorhandensein einer Bodenbedeckung auf Ackerland, das eine erhöhte, stark erhöhte oder extreme Empfindlichkeit für Erosion aufweist.

2° Öko-Regelung „Umweltfreundlicher Ackerbau“

a) GAB 1: bei Ackerland Vorhandensein einer ständigen Pflanzendecke aus holzigen oder krautigen Pflanzen auf einer Breite von sechs Metern ab dem Uferkamm eines Wasserlaufs.

b) GLWUBB 4: keine Ausbringung von Pestiziden in einem Abstand von weniger als sechs Metern zum Uferkamm eines Wasserlaufs.

3° Öko-Regelung „Ökologisches Netz“:

GLWUBB 8:

a) Einhaltung des Mindestanteils an Ackerland auf Ebene des landwirtschaftlichen Betriebs, der nichtproduktiven Gebieten oder Elementen gewidmet ist;

b) Einhaltung des Verbots des Einsatzes von phytopharmazeutischen Produkten, Düngemitteln oder Bodenverbesserungsmitteln auf Brachen und auf für Honigpflanzen genutzten Brachen, die als nichtproduktive Flächen berücksichtigt werden;

c) Einhaltung des Zeitraums für die Erhaltung der als nichtproduktive Flächen berücksichtigten Brachflächen vom 15. Februar bis zum 15. September;

d) Einhaltung des Zeitraums für die Frühjahrsaussaat der für Honigpflanzen genutzten Brache (vom 1. März bis zum 15. Mai) und des Erhaltungszeitraums (mindestens sechs Monate ab der Aussaat);

e) Einhaltung des Zeitraums für die Herbstaussaat der für Honigpflanzen genutzten Brache (vom 1. August bis zum 30. September) und des Erhaltungszeitraums (mindestens bis zum 15. September des folgenden Jahres);

f) keine Zerstörung einheimischer Bäume oder Hecken ohne Städtebaugenehmigung, einschließlich des Zurückschneidens von Hecken auf eine Höhe von weniger als einem Meter ohne Schutz vor Vieh;

g) Erhaltung von Gräben, Böschungen und Tümpeln;

h) Einhaltung des Verbots des Fällens oder der Veränderung des Aussehens von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern und Hecken ohne Städtebaugenehmigung;

i) Einhaltung des Verbots von Arbeiten, die das Wurzelsystem von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern und Hecken beeinträchtigen;

j) Einhaltung des Verbots der Rodung oder Veränderung der Vegetation in Gebieten, deren Schutz die Regierung für notwendig erachtet, außer es liegt ein Bewirtschaftungsplan oder eine Städtebaugenehmigung vor;

k) kein Beschneiden von Bäumen und Hecken im Zeitraum vom 1. April bis einschließlich 31. Juli.

4° Öko-Regelung „Erhaltung von Grasland und Verringerung des Viehbesatzes“

a) GLWUBB 1:

i) bei Verringerung des Verhältnisses um 2,5 % oder mehr, aber weniger als 5 % gegenüber dem Referenzverhältnis Einholung einer Einzelgenehmigung vor der Umwandlung von Dauergrünland in landwirtschaftliche Flächen für andere Nutzungen;

ii) bei einer Verringerung des Verhältnisses um 5 % oder mehr: Einhaltung des Verbots der Umwandlung von Dauergrünland in anderweitig genutzte landwirtschaftliche Flächen für alle Landwirte und Rückumwandlung von Ackerland oder Dauerkulturen in Grünland für die festgelegten Landwirte.

b) GLWUBB 2: kein Pflügen und keine nicht oberflächliche Bodenbearbeitung auf Parzellen landwirtschaftlicher Flächen mit Torfboden, torfartigem Boden oder einem Boden, der durch eine sehr schlechte Drainage mit reduziertem Horizont gekennzeichnet ist, sowie auf Dauergrünland in Gebieten mit hohem Überschwemmungsrisiko durch Überflutung.

c) GAB 2:

i) jede Übertragung von organischem Dünger ist Gegenstand eines Ausbringungsvertrags oder eines Beweidungsvertrags;

ii) Einhaltung der Ausbringungsperioden;

iii) Anteil der Bodengebundenheit unter 1;

iv) Einhaltung des Zeitraums für die Zerstörung von Dauergrünland für die Anlegung einer neuen Pflanzendecke (vom 1. Februar bis einschließlich 31. Mai).

d) GLWUBB 9: Erhaltung von Dauergrünland, das als ökologisch sensibel eingestuft ist.

5° Öko-Regelung „Verringerung von Zugaben“:

a) GLWUBB 4: keine Ausbringung von Pestiziden in einem Abstand von weniger als sechs Metern zum Uferkamm eines Wasserlaufs.

b) GAB 7:

i) keine abgelaufenen oder nicht mehr zugelassenen Produkte außerhalb des für deren Lagerung vorgesehenen Bereichs;

ii) keine Produkte, die niemals in Belgien zugelassen waren.

c) GAB 8:

i) Besitz einer entsprechenden Phytolizenz für jede Person, die mit phytopharmazeutischen Produkten umgeht;

ii) technische Kontrolle und Eichung der Sprühgeräte, die für die Anwendung von Pestiziden zu landwirtschaftlichen Zwecken in flüssiger Form vorgesehen sind;

iii) Durchführung der jährlichen Erklärung über die Bewirtschaftung der Abwässer von phytopharmazeutischen Produkten;

iv) Vorhandensein eines vollständigen Registers über den Einsatz von phytopharmazeutischen Produkten, einschließlich Daten, Dosen, eingesetzte Mittel, Behandlungen und behandelte Flächen;

v) Vorhandensein eines Versicherungsvertrags;

vi) Einhaltung des Abstands und der Zeiten bezüglich geschützter Gebiete mit sensibler Öffentlichkeit;

vii) Einhaltung der Bedingungen für die Anlegung des Lagerorts;

viii) Konformität des Lagerorts und gegebenenfalls des Orts der vorübergehenden Lagerung (belüftet, trocken, gewartet, sauber, verschlossen, mit den gesetzlich vorgeschriebenen Hinweisen versehen);

ix) Vorhandensein eines konformen Haltesystems;

x) keine Medikamente, Nährstoffe, Lebensmittel, Futtermittel für Tiere oder andere Materialien, die für den menschlichen oder tierischen Verzehr vorgesehen sind, oder Produkte, die eine Brand- oder Explosionsgefahr darstellen;

xi) Zugang zum Lagerort nur für befugte Personen;

xii) Einhaltung von Maßnahmen zum Brandschutz;

xiii) Vorhandensein von absorbierenden Produkten;

xiv) Konformität des Bereichs, in dem ein Umgang mit phytopharmazeutischen Produkten erfolgt;

xv) Einhaltung der Bedingungen für das Füllen von Sprühgeräten (keine direkte Wasserentnahme aus Oberflächen- oder Grundwasser mit dem Sprühgerät, keine Beeinträchtigung von Oberflächenwasser, Grundwasser und öffentlicher Kanalisation durch Wasser, welches durch phytopharmazeutische Produkte verunreinigt ist);

xvi) Einhaltung der Bedingungen für die Innen- und Außenreinigung von Sprühgeräten und für das Leeren der Behälter von Sprühgeräten (keine direkte Wasserentnahme aus Oberflächen- oder Grundwasser mit dem Sprühgerät, keine Beeinträchtigung von Oberflächenwasser, Grundwasser und öffentlicher Kanalisation durch Wasser, welches durch phytopharmazeutische Produkte verunreinigt ist);

xvii) konforme Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen von phytopharmazeutischen Produkten;

xviii) konforme Bewirtschaftung von Abwässern von phytopharmazeutischen Produkten.

Gesehen, um dem ministeriellen Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen beigefügt zu werden. “

Namur, am 12. Januar 2024

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/002163]

12 JANUARI 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor

plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D. 241, D.242, lid 1 en 2, D.243, D.249, lid 1, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen, artikelen 4, 5, § 3, 11 en 20, lid 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 1 december 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende de uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 heeft plaatsgehad in Peking en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid van 14 december 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de kennisgeving van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen, wordt de titel van hoofdstuk 1 vervangen als volgt:

“Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen.”

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 1/1. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake de steun voor ecoregelingen, worden de basisvereisten volgens de regels van de conditionaliteit die relevant zijn voor elke ecoregeling, opgesomd in bijlage 3. ”

Art. 3. In artikel 2, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit worden aan 2° de woorden “of de hergroei van granen of oliehoudende zaden” toegevoegd.

Art. 4. In artikel 4, 3°, van hetzelfde besluit wordt de zin “in 2023 en 2024 is het vernietigen van tussenteelten met gewasbeschermingsmiddelen verboden tot en met 15 februari. ” ingetrokken.

Art. 5. Artikel 6 van genoemd besluit wordt ingetrokken.

Art. 6. In artikel 7, § 2, van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 3°, b), wordt het woord “449” vervangen door “440”;

2) de paragraaf wordt aangevuld door een 4° die als volgt is opgesteld:

“4° voor wat betreft de teelten bedoeld in artikel 8, § 2, 4°, waarvoor artikel 8, § 1, lid 2, van toepassing is:

a) minimum 254 euro per hectare;

b) maximum 449 euro per hectare. ”

Art. 7. In artikel 8 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, 3°, worden de woorden “15 juni” vervangen door de woorden “1 juni”;

2° in paragraaf 1, wordt als volgt een lid ingevoegd tussen lid 2 en 3:

“Voor de toepassing van paragraaf 1, 3°, indien de landbouwer het gewas oogst vanaf 16 juni, wordt het bedrag van de steun voorzien in artikel 7, § 1, lid 1, verhoogd tot 440 euro per hectare. ”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “of met grassen” vervangen door de woorden “, grassen, cicorei (Cichorium spp.) of smalle weegbree (Plantago lanceolata)”;

4° paragraaf 2 wordt aangevuld door 9° dat als volgt is opgesteld:

“9° witte mosterd (Sinapis alba), zwarte mosterd (Brassica nigra) en bruine mosterd (Brassica juncea). ”;

5° paragraaf 3 vervangen door het volgende:

“§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, 3°, bestaat het mengsel van in aanmerking komende voederleguminosen met andere soorten voor meer dan 50% uit in aanmerking komende voederleguminosen en voor minder dan 50% uit andere soorten.

Voor de toepassing van lid 1 wordt het aandeel van elke soort in de samenstelling van het mengsel bepaald op basis van het gewicht van de zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai ervan in zuivere teelten, zoals bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit. ”;

6° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1, 1°, a), worden de woorden "eenkoorn (*Triticum monoccocum*)," ingevoegd tussen de woorden "haver (*Avena sativa*)" en de woorden "spelt (*Triticum spelta*)";

b) in lid 1, 1°, b), worden de woorden "voedererwt (*Pisum sativum*)," ingevoegd tussen de woorden "linzen (*Lens culinaris*)" en de woorden "eiwiterwt (*Pisum sativum*)";

c) lid 2 tot 4 worden vervangen door het volgende:

"Voor de toepassing van lid 1, 1°, bestaat het mengsel uit minstens 50% granen en minstens 20% leguminosen.

Voor de toepassing van lid 1, 2° en 3°, bestaat het mengsel uit minstens 20% linzen of huttentut.

Voor de toepassing van lid 1 tot 3 wordt het aandeel van elke soort in de samenstelling van het mengsel bepaald op basis van de gebruikelijke dichtheid van hun inzaai in zuivere teelt.

In afwijking van punt 4 wordt het aandeel van huttentut, ongepelde spelt en eenkoorn in de samenstelling van het mengsel bepaald op basis van het gewicht van het zaad dat gewoonlijk wordt gebruikt voor de inzaai van deze soorten in zuivere teelt.

Het gewicht van zaden die gewoonlijk worden gebruikt en de dichtheden die gebruikelijk zijn voor het inzaaien van zuivere teelt, zijn die bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 8. Artikel 9 van genoemd besluit wordt ingetrokken.

Art. 9. In artikel 10 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "450 euro" vervangen door de woorden "350 euro";

2° in paragraaf 4, 1°, worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "200 euro".

Art. 10. In artikel 11 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het volgende punt 7° wordt ingevoegd:

"7° percelen met staand graan. "

b) de paragraaf wordt aangevuld door een lid dat als volgt is opgesteld:

"Voor de toepassing van artikel 10, § 3, worden alleenstaande bomen, bomen op korte afstand van elkaar, alleenstaande struiken en heesters en poelen per eenheid in aanmerking genomen. Hagen en bomenrijen worden in stappen van tien meter in aanmerking genomen. Braakland, braakliggende grond met wilde bloemen, bosjes, akkerranden, weiden aangeduid als "verbindingssweiden" (BE5) en percelen met staand graan, worden in aanmerking genomen op basis van hun oppervlakte. "

2° paragrafen 2 tot 4 worden vervangen door het volgende:

"§ 2. Om in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 10, § 3, moeten de elementen opgesomd in paragraaf 1 voldoen aan de kenmerken die in dit artikel worden vermeld.

§ 3. Braakliggende grond met wilde bloemen voldoet aan de kenmerken bepaald in toepassing van artikel 68, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

§ 4. Topografische kenmerken en alleenstaande struiken en heesters bevinden zich op de landbouwgrond van het bedrijf of op de aangrenzende grond. "

3° het artikel wordt aangevuld met paragrafen 5 tot 9 die als volgt zijn opgesteld:

"§ 5. Bij blijvende teelten worden hagen en bomenrijen, alleenstaande bomen, bomen op korte afstand van elkaar, alsook alleenstaande struiken en heesters alleen in aanmerking genomen indien ze zich bevinden op percelen die bestemd zijn voor de teelt van hoogstam fruitbomen, op voorwaarde dat de plantdichtheid tussen vijftig en tweehonderdvijftig bomen per hectare bedraagt.

Voor oppervlakten met blijvende teelten die niet onder lid 1 vallen, worden hagen en bomen in rijen, alleenstaande bomen, bomen op korte afstand van elkaar en alleenstaande struiken en heesters alleen in aanmerking genomen als ze zich aan de rand van het perceel bevinden.

§ 6. Voor de toepassing van artikel 10, § 3, kunnen hagen en bomenrijen alsook bosjes vanaf het eerste jaar van hun aanplanting in aanmerking worden genomen.

Alleenstaande bomen en bomen op korte afstand van elkaar: kunnen vanaf het eerste jaar van hun aanplanting in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 10, § 3, indien ze zich bevinden op percelen die bestemd zijn voor de teelt van hoogstam fruitbomen, en op voorwaarde dat de plantdichtheid tussen vijftig en tweehonderdvijftig bomen per hectare bedraagt.

§ 7. Poelen worden in aanmerking genomen onder de voorwaarden bepaald in artikel 68, § 7, lid 1 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Een begroeide strook die aan de poel grenst, mag in aanmerking worden genomen bij de berekening van de oppervlakte van de poel. Onverminderd de vereisten van artikel 12, lid 1, 4°, a) tot d), voldoet de begroeide strook aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de strook mag beplant zijn met bomen;

2° het is verboden de vegetatie van de strook te maaien en te laten begrazen;

3° het is verboden de strook te ploegen;

4° de strook wordt in aanmerking genomen binnen de limiet bepaald in artikel 68, § 7, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

In afwijking van lid 2, 2°, is toegang tot de poel voor het drenken van vee toegestaan, op voorwaarde dat het daarvoor toegankelijke gedeelte niet groter is dan 25% van de omtrek van de poel.

§ 8. Akkerranden worden in aanmerking genomen onder de voorwaarden bepaald in artikel 68, § 8, lid 1, 1° en 2°, en lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

§ 9. Percelen met staand graan voldoen aan de kenmerken bepaald in toepassing van artikel 68, § 9, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 11. In artikel 12 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1, 4° wordt vervangen door het volgende:

"4° wat betreft de poelen:

- a) ploegen is verboden binnen zes meter van de poel;
- b) binnen één meter van de poel is het verboden om vegetatie te maaien of de grond te verbouwen;
- c) begrazing is verboden binnen twee meter van de poel;
- d) het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen binnen twaalf meter van de waterpoel is verboden;
- e) het is verboden om materialen of afval in de poel te deponeren;
- f) in geval van dichtslibbing of aanslibbing moet de landbouwer de poel vrijmaken. "

2° lid 1 wordt aangevuld door punten 7° en 8° die als volgt zijn opgesteld:

"7° het is verboden om gewasbeschermingsmiddelen, meststoffen of bodemverbeteraars te gebruiken aan de randen van akkers, braakland en braakliggende grond met wilde bloemen;

8° voor wat betreft percelen met staand graan:

(a) de landbouwer oogst het aanwezige gewas niet en laat het op de hele oppervlakte van het perceel staan tot de laatste dag van februari;

(b) onverminderd de bepalingen van c) is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden van 1 juli tot en met de laatste dag van februari van het daaropvolgende jaar;

(c) het gebruik van insecticiden en groeiregulatoren is verboden vanaf de datum van het zaaien;

(d) de landbouwer voorziet over ten minste 5% van de oppervlakte van het perceel veldleeuwervikvensters of twee zitplaatsen. "

3° in lid 2 worden de woorden "b)" vervangen door de woorden "c)";

4° lid 3 wordt vervangen door het volgende:

"In afwijking van lid 1, 5°, zijn het pletten en maaien van grasachtige vegetatie alsook het begrazen toegelaten vanaf 1 april op de graslanden bedoeld in artikel 11, § 1, 6°, en van 1 augustus tot en met 15 november op braakland, braakliggende grond met wilde bloemen en akkerranden. "

Art. 12. Artikel 13 van genoemd besluit wordt ingetrokken.

Art. 13. In artikel 14 van genoemd besluit wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd die als volgt is opgesteld:

"§ 2/ 1. In afwijking van paragraaf 1, lid 1, 2°, f), en paragraaf 2, geldt voor bedrijven die alleen schapen of geiten tot hun gemiddelde veebezetting rekenen, voor de toepassing van dit artikel een minimale veebezetting van 0,4 GVE per hectare voederareaal.

Lid 1 is niet van toepassing in het geval van een landbouwer-pachter die gedurende het kalenderjaar van de steunaanvraag een begrazingscontract in de zin van artikel R. 211 van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek heeft gesloten.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "landbouwer-pachter" verstaan een landbouwer van wie een of meer percelen voederareaal door dieren van een andere landbouwer worden begraaasd."

Art. 14. In genoemd besluit worden in artikel 17, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 2°, worden de woorden "gebruikt voor de berekening van de veebezetting" vervangen door de woorden "van het bedrijf";

2° in lid 1, 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "onverminderd artikel 28, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023," worden ingevoegd voor de woorden "voor wat betreft";

b) de nummering "§ 3," wordt ingevoegd tussen de woorden "artikel 28," en de woorden "lid 2,";

3° lid 3 wordt ingetrokken;

4° het artikel wordt aangevuld met paragraaf 2 die als volgt is opgesteld:

"§ 2. In afwijking van paragraaf 1, lid 1, 2°, is het gebruik van organische meststoffen of andere organische toevoegingen behalve deze die door de dieren van het bedrijf worden geproduceerd, toegelaten op subsidiabel grasland indien het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, berekend in het jaar dat voorafgaat aan dat van de steunaanvraag, lager is dan of gelijk is aan 0,8.

Het grondgebondenheidscijfer dat voor de toepassing van lid 1 in aanmerking wordt genomen is dat van het totale grondgebondenheidscijfer en het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden bedoeld in respectievelijk de artikelen R.210, § 4, en R.214, § 2, van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek, met de hoogste waarde. "

Art. 15. Artikel 18 van genoemd besluit wordt ingetrokken.

Art. 16. Artikel 20 van genoemd besluit wordt vervangen als volgt:

"Op elk perceel bouwland of blijvende teelten waarvoor de verbintenis geldt, heeft de landbouwer de keuze om:
1° de in bijlage 2 vermelde producten niet te sproeien gedurende de periode waarin het hoofdgewas wordt behouden;

2° ten minste tweemaal mechanisch te wieden gedurende de periode waarin het hoofdgewas wordt behouden.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, en onverminderd de inachtneming van de vereiste in lid 1, 1°, wordt de verbintenis onderbroken zonder betaling van de steun indien de weersomstandigheden het mechanisch wieden onder geschikte agronomische omstandigheden niet toelaten. ”

Art. 17. Artikel 21 van genoemd besluit wordt ingetrokken.

Art. 18. In genoemd besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage 1 die bij dit besluit is gevoegd.

Art. 19. In genoemd besluit wordt bijlage 2 vervangen door het volgende:

”Bijlage 2. Producten die onder de ecoregeling ”vermindering van productiemiddelen” verboden zijn.

1° Aclonifen

2° Benzovindiflupyr

3° Bifenox

4° Bromuconazool

5° Chloortoluron

6° Cypermethrine (met uitzondering van koolzaad in 2024)

7° Cyprodinil

8° Difenoconazole

9° Diflufenican

10° Dimoxystrobine

11° Emamectine

12° Esfenvaleraat

13° Etoxazool

14° Flufenacet

15° Fluopicolide

16° Gamma-cyhalotrine

17° Koperhydroxide

18° Imazamox

19° Lambda-cyhalotrine

20° Lenacil

21° MCPA

22° Metam (kalium en natrium)

23° Metazachloor (met uitzondering van koolzaadteelt in 2024)

24° Metconazool

25° Methoxyfenozide

26° Metribuzin

27° Metsulfuron-methyl

28° Nicosulfuron

29° Oxamyl

30° Koperoxychloride

31° Paclobutrazol

32° Pendimethalin

33° Pirimicarb

34° Propyzamide

35° Prosulfuron

36° S-metolachloor

37° Sulcotrion

38° Tebuconazool

39° Tebufenpyrad

40° Tembotrione

41° Terbutylazine

42° Triallaat ”

Art. 20. In genoemd besluit wordt een bijlage 3 bijgevoegd als bijlage 2 van dit besluit.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 12 januari 2024.

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 12 januari 2024 tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen

“Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen

“Omrekenings- en bonuscoëfficiënten voor de bepaling van het milieureaal”

Elementen	Omrekeningscoëfficiënten	Wegingscoëfficiënt	Areaal	Bonuscoëfficiënten
Braakland (per vierkante meter)	n.v.t.	1	1 m ²	n.v.t.
Braakliggende grond met wilde bloemen (per vierkante meter)	n.v.t.	2	2 m ²	1,5
Topografische kenmerken:				
Hagen en bomenrijen (per strekkende meter)	5	2	10 m ²	1,5
Solitaire bomen (per boom)	20	1,5	30 m ²	1,5
Bomen op korte afstand van elkaar (per boom)	20	1,5	30 m ²	1,5
Bosjes (per vierkante meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m ²	1,5
Poelen (per poel)	400	15	6000 m ²	1,5
Alleenstaande struiken of heesters (per struik of heester)	5	2	10 m ²	1,5
Akkerranden (per vierkant meter)	n.v.t.	1,5	1,5 m ²	n.v.t.
Blijvend grasland aangewezen als “verbindingsweiden” (BE 5) (per vierkante meter)	n.v.t.	0,4	0,4 m ²	n.v.t.
Percelen met staand graan (per vierkante meter)	n.v.t.	3	3 m ²	n.v.t.

Gezien als bijlage bij het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen. ”

Namen, 12 januari 2024.

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 12 januari 2024 tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen

“Bijlage 3 bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen

“Basisvereisten van de conditionaliteit voor elke ecoregeling”

1° Ecoregeling “Langdurige bodembedekking”:

a) RBE 2: inachtneming van de periode voor het vernietigen van blijvend grasland voor het aanplanten van een nieuw plantendek (van 1 februari tot en met 31 mei).

b) GLMC 6:

i) van 15 september tot en met 15 november bodembedekking aanwezig op 80% van het bouwland van het bedrijf;
ii) van 15 september tot en met 31 december bodembedekking aanwezig op bouwland dat zeer, zeer sterk of extreem gevoelig is voor erosie.

2° Ecoregeling “Milieuvriendelijke teelten”:

a) RBE 1: voor bouwland, aanwezigheid van een blijvend plantendek van houtachtige of grasachtige vegetatie over een breedte van zes meter vanaf de oeverkruin van een waterloop.

b) GLMC 4: geen besproeiing met pesticiden binnen zes meter van de oeverkruin van een waterloop.

3° Ecoregeling “Ecologisch netwerk”:

GLMC 8:

a) inachtneming van het minimumaandeel van het bouwland binnen het bedrijf dat als niet-productief areaal of als niet-productieve elementen wordt aangemerkt;

b) inachtneming van het verbod op het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, meststoffen of bodemverbeteraars op braakland en braakliggende grond met wilde bloemen dat/die als niet-productief areaal in aanmerking wordt genomen;

- c) inachtneming van de periode voor het onderhoud van braakland dat als niet-productief areaal in aanmerking wordt genomen, van 15 februari tot 15 september;
- d) inachtneming van de inzaaiperiode in het voorjaar voor braakliggende grond met wilde bloemen (1 maart tot 15 mei) en van de duur voor het behoud ervan (ten minste zes maanden vanaf het inzaaien);
- e) inachtneming van de inzaaiperiode in de herfst voor braakliggende grond met wilde bloemen (1 augustus tot 30 september) en van de duur voor het behoud ervan (ten minste tot 15 september van het volgende jaar);
- f) geen vernietiging van inheemse bomen of hagen zonder stedenbouwkundige vergunning, met inbegrip van het snoeien van hagen tot minder dan een meter hoogte zonder bescherming tegen vee;
- g) behoud van sloten, taluds en poelen;
- h) naleving van het verbod op het kappen of wijzigen van het uiterlijk van opmerkelijke bomen, struiken en hagen zonder stedenbouwkundige vergunning;
- i) inachtneming van het verbod op werkzaamheden in het wortelgestel van opmerkelijke bomen, struiken en hagen aantasten;
- j) inachtneming van het verbod op het rooien of wijzigen van vegetatie in gebieden waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht, behalve in het geval van een beheerplan of een stedenbouwkundige vergunning;
- k) geen snoeien van bomen en hagen van 1 april tot en met 31 juli.
- 4° Ecoregeling "Behoud van grasland en vermindering van de veebezetting":
- a) GLMC 1:
- i) indien de aandeelvermindering gelijk is aan of groter is dan 2,5% maar kleiner is dan 5% van het referentieaandeel, is individuele toestemming vereist alvorens blijvend grasland om te zetten in landbouwgrond voor andere doeleinden;
- ii) indien de aandeelvermindering gelijk is aan of groter is dan 5%, inachtneming van het verbod op de omzetting van blijvend grasland in landbouwgrond voor andere doeleinden voor alle landbouwers, en op de omzetting van bouwland of blijvende teelten in grasland voor aangewezen landbouwers.
- b) GLMC 2: geen ploegen of ondiepe grondbewerking op percelen landbouwgrond met veengrond, para-veengrond of zeer slecht afwaterende grond met een beperkte horizon, en op blijvend grasland dat gelegen is in gebieden met een hoog risico op overstroming door overlopen.
- c) RBE 2:
- i) elke overdracht van organische meststof is onderworpen aan een strooi- of begrazingscontract;
- ii) inachtneming van de strooiperiodes;
- iii) grondgebondenheidscijfer kleiner dan 1;
- iv) inachtneming van de periode voor het vernietigen van blijvend grasland voor het aanplanten van een nieuw plantendeck (van 1 februari tot en met 31 mei).
- d) GLMC 9: behoud van blijvend grasland dat is aangewezen als ecologisch kwetsbaar.
- 5° Ecoregeling "vermindering van productiemiddelen":
- a) GLMC 4: geen besproeiing met pesticiden binnen zes meter van de oeverkruin van een waterloop.
- b) RBE 7:
- i) geen verouderde of niet langer toegelaten producten buiten de ruimte voorzien voor de opslag ervan;
- ii) geen producten die nooit toegelaten zijn geweest in België.
- c) RBE 8:
- i) het bezit van de juiste fyto-licentie voor elke persoon die met gewasbeschermingsmiddelen omgaat;
- ii) technische controle en kalibratie van sproeiers die ontworpen zijn om pesticiden in vloeibare vorm toe te passen voor gebruik in de landbouw;
- iii) invullen van de jaarlijkse aangifte voor het beheer van effluent van gewasbeschermingsmiddelen;
- iv) aanwezigheid van een volledig register van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, met inbegrip van datums, doses, gebruikte middelen, behandelingen en behandelde oppervlakten;
- v) verzekeringsdekking;
- vi) inachtneming van de afstands- en tijdslijmieten met betrekking tot beschermde gebieden die toegankelijk zijn voor een kwetsbaar publiek;
- vii) inachtneming van de voorwaarden voor de locatie van de opslagplaats;
- viii) de opslagplaats en eventuele tijdelijke opslagplaats voldoet aan de eisen (geventileerd, droog, onderhouden, schoon, afgesloten, voorzien van de verplichte wettelijke vermeldingen);
- ix) geschikt retentiesysteem aanwezig;
- x) geen geneesmiddelen, voedingsstoffen, levensmiddelen, diervoeder of andere materialen die bestemd zijn voor menselijke of dierlijke consumptie aanwezig, geen producten aanwezig die een brand- of explosiegevaar inhouden;
- xi) de toegang tot de opslagplaats is beperkt tot bevoegde personen;
- xii) inachtneming van de maatregelen voor brandpreventie;
- xiii) absorberende producten aanwezig;
- xiv) de ruimte waar gewasbeschermingsmiddelen worden gehanteerd, voldoet aan de eisen;
- xv) inachtneming van de voorwaarden voor het vullen van sproeiers (er wordt geen water gebruikt dat rechtstreeks afkomstig is van oppervlaktewater of grondwater voor de sproeier, geen verontreiniging van oppervlaktewater, grondwater of openbare riolering door water dat verontreinigd is met gewasbeschermingsmiddelen);
- xvi) inachtneming van de voorwaarden voor het inwendig en uitwendig schoonmaken van sproeiertanks (er wordt geen water gebruikt dat rechtstreeks afkomstig is van oppervlaktewater of grondwater voor de sproeier, geen verontreiniging van oppervlaktewater, grondwater of openbare riolering door water dat verontreinigd is met gewasbeschermingsmiddelen);

- xvii) correct beheer van verpakkingsafval van gewasbeschermingsmiddelen;
- xvii) correct beheer van effluent van gewasbeschermingsmiddelen.

Gezien als bijlage bij het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen. ”

Namen, 12 januari 2024.

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/002164]

12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les Etats membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, D.250, D.251 et D. 263, § 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, les articles 2, § 2, 3, § 1^{er}, alinéa 3, 7, 16, § 2, alinéa 2, 21, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, alinéa 3, 30, alinéa 2, 54, § 2, 60/1, § 2, 67, § 2, 68, §§ 2, 4 et 8, 68/1, §§ 2 et 7, 69, alinéas 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 décembre 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les surfaces désignées comme « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) en vertu de l'article 2, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 sont admissibles si elles sont situées hors forêt. ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, a), les surfaces désignées comme « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) en vertu de l'article 2, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 sont admissibles si elles sont situées hors forêt. ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « au plus tard le 30 juin et » sont insérés entre les mots « est réalisée » et les mots « selon les modalités ».

Art. 4. L'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un 4° et un 5°, rédigés comme suit :

« 4° les surfaces d'eau stagnante d'une superficie supérieure à trente ares ;

5° les surfaces boisées répondant aux caractéristiques cumulatives suivantes :

a) une superficie supérieure à trente ares ;

b) une largeur de plus de dix mètres ;

c) la distance maximale entre les couronnes des arbres ou des arbustes est de cinq mètres. ».